

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

24 septembre 2019

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à instaurer un mécanisme de filtrage
des investissements étrangers
dans les entreprises opérant
dans les secteurs stratégiques**

(déposée par Mme Leen Dierick)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

24 september 2019

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot het invoeren van een mechanisme
voor de screening van buitenlandse
investerings in ondernemingen die actief zijn
in strategische sectoren**

(ingediend door mevrouw Leen Dierick)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte, en l'adaptant, de la proposition DOC 54 3472/001.

La Belgique est une économie très ouverte qui, selon l'indice OCDE de restrictivité de la réglementation de l'IDE, allant de 0 (très ouvert) à 1 (très restrictif), est très ouverte aux flux entrants de capitaux étrangers. En 2017, le score de la Belgique était de 0,04, ce qui indique que notre pays est très ouvert aux capitaux étrangers¹. Ce score est même inférieur à la moyenne de l'OCDE (0,066), et se situe dans la même catégorie que celui de nos principaux partenaires commerciaux (Allemagne, France, Pays-Bas, Royaume-Uni et États-Unis). Les investissements directs étrangers constituent ainsi une source importante de croissance économique, les flux d'investissements étrangers stimulant non seulement l'activité économique et l'emploi, mais aussi le transfert de connaissances et l'innovation.

L'année 2017 a été une année record en ce qui concerne les investissements étrangers en Belgique. Selon le Baromètre de l'attractivité belge, notre pays a attiré très précisément 215 projets d'investissements étrangers en 2017, soit une augmentation de 7,5 % par rapport à 2016. Il s'agit du meilleur résultat sur une période de dix ans. En Belgique, plus de la moitié des projets d'investissements ont été réalisés dans les secteurs des transports (15 %), de la chimie (15 %) et des services (15 %), ainsi que dans les secteurs pharmaceutique (10 %) et numérique (7 %). En 2017, 5 838 emplois ont été créés dans notre pays grâce à des projets d'investissements étrangers. La Belgique occupe même la huitième place au classement des pays européens les plus attractifs tout en se positionnant cependant après l'Allemagne, la France et les Pays-Bas².

Les investissements étrangers en Belgique proviennent principalement d'Europe et des États-Unis. Près de 90 % des investissements étrangers entrants proviennent d'investisseurs de l'Europe des 28, plus de 50 % desdits investissements provenant de deux de nos voisins: la France (164 milliards d'euros ou 28,8 %) et les Pays-Bas (144 milliards d'euros ou 25,2 %)³. Près de 5 % des flux de capitaux entrants proviennent d'Amérique et, en 2016, 3 % des investissements directs étrangers provenaient d'Asie.

¹ OECD.Stat, *Indice de restriction réglementaire des IDE*, 2017.

² EY, *Baromètre de l'attractivité belge* 2018, juin 2018.

³ C. DU BOIS, 2018, *une politique de sécurité économique: un exercice d'équilibriste entre ouverture et sécurité*.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 3472/001.

België is een zeer open economie. Volgens de *FDI Regulatory Restrictiveness Index* van de OESO wordt ons land gekwalificeerd als zeer open voor inwaartse stromen van buitenlands kapitaal. Deze index loopt van 0 (zeer open) tot 1 (zeer restrictief) en België scoort met 0,04 in 2017 als zeer open voor buitenlands kapitaal¹. Deze score ligt zelfs onder het OESO gemiddelde van 0,066 en ligt in lijn met onze belangrijkste handelspartners (Duitsland, Frankrijk, Nederland, UK en VS). Buitenlandse directe investeringen zijn dan ook een belangrijke bron voor economische groei. De buitenlandse investeringsstromen zorgen, naast economische activiteit en tewerkstelling, ook voor kennisoverdracht en innovatie.

Het jaar 2017 was een recordjaar voor het aantal buitenlandse investeringen in België. Uit de Barometer van de Belgische Attractiviteit blijkt dat ons land in 2017 exact 215 buitenlandse investeringsprojecten aantrok, wat een stijging is van 7,5 % ten opzichte van 2016 en het beste resultaat is over een periode van tien jaar. In België werd meer dan de helft van de investeringsprojecten gerealiseerd in de transportsector (15 %), chemische sector (15 %), dienstenverleningssector (15 %), farmaceutische sector (10 %) en digitale sector (7 %). In 2017 werden in ons land 5 838 jobs gecreëerd door buitenlandse investeringsprojecten. In de rangschikking van de aantrekkelijkste Europese landen staat België zelfs op de achtste plaats, maar moet wel de buurlanden Duitsland, Frankrijk en Nederland laten voorgaan².

Buitenlandse investeringen in België komen in hoofdzaak uit Europa en de Verenigde Staten. De meeste inkomende investeringen, bijna 90 %, komen van investeerders uit de EU28, waarbij meer dan 50 % uit twee buurlanden, namelijk Frankrijk (164 miljard euro of 28,8 %) en Nederland (144 miljard euro of 25,2 %)³. Ongeveer 5 % van de inkomende kapitaalstromen is afkomstig van Amerika en 3 % van de buitenlandse directe investeringen in 2016 is afkomstig van Azië.

¹ OECD.Stat, *FDI Regulatory Restrictiveness Index*, 2017.

² EY, *Barometer van de Belgische Attractiviteit* 2018, juni 2018.

³ C. DU BOIS, 2018, *een economisch veiligheidsbeleid: een evenwichtsoefening tussen openheid en veiligheid*.

Pour une économie ouverte comme la Belgique, les investissements étrangers sont essentiels. Toutefois, les risques potentiels que comportent ces investissements étrangers font l'objet d'une préoccupation croissante. Nous devons être vigilants par rapport aux investissements de pays tiers qui portent atteinte à nos intérêts fondamentaux tels que l'ordre public et la sécurité nationale. Les États membres assistent de plus en plus à des absorptions par des entreprises étrangères publiques ou gérées par les pouvoirs publics et ce, non pas tant pour des raisons économiques que pour des raisons stratégiques et politiques. Des pays tiers veulent ainsi acquérir un pouvoir de contrôle ou d'influence sur nos entreprises par le biais d'activités cruciales pour notre sécurité et notre ordre public, ce qui leur permet de menacer notre sécurité ou notre ordre public. Tant en Europe que hors de l'Europe, plusieurs dossiers d'investissement ont fait l'objet d'une certaine publicité, suscitant des interrogations quant aux risques potentiels de ces investissements pour la sécurité nationale du pays concerné.

Afin d'éviter que des investissements étrangers ne portent atteinte aux intérêts tels que l'ordre public et la sécurité nationale, plusieurs pays disposent d'un mécanisme permettant de filtrer ces investissements étrangers afin de déterminer s'ils présentent ou non un risque pour l'ordre public et la sécurité nationale. Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en 2009, les investissements étrangers relèvent explicitement de la politique commerciale commune de l'Union européenne. Le débat relatif à l'établissement d'un cadre européen pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne est clos. La Commission européenne a présenté une proposition de règlement en septembre 2017⁴. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission sont parvenus à un accord politique à ce sujet. La proposition prévoit un cadre européen pour les États membres qui disposent déjà d'un mécanisme de filtrage ou souhaitent instaurer un tel mécanisme afin de garantir que tous les mécanismes satisfassent à quelques exigences élémentaires, comme la possibilité d'un recours, l'absence de discrimination entre différents pays tiers et la transparence. La proposition prévoit également un dispositif de coopération entre les États membres et la Commission afin qu'ils s'informent mutuellement et fassent part de leurs préoccupations concernant les investissements directs étrangers susceptibles de menacer la sécurité et l'ordre public. L'Europe assumera principalement un rôle de coordination, tout en ménageant aux États membres un pouvoir discrétionnaire suffisant pour appliquer ou non un mécanisme. Les intérêts en matière de sécurité

Voor een open economie als België zijn buitenlandse investeringen van essentieel belang. Toch neemt de bezorgdheid toe rond de mogelijke risico's van deze buitenlandse investeringen. We moeten waakzaam zijn voor investeringen uit derde landen die onze fundamentele belangen zoals openbare orde en nationale veiligheid schaden. Lidstaten zien alsmaar meer overnames door buitenlandse overheidsbedrijven of door de overheid beheerde bedrijven gebeuren en dit niet zozeer om economische redenen, maar wel om strategische en politieke redenen. Op die manier willen derde landen zeggenschap over of invloed op onze ondernemingen verkrijgen met activiteiten die van cruciaal belang zijn voor onze veiligheid en openbare orde. Zo kunnen zij onze veiligheid of openbare orde in gevaar brengen. Zowel binnen als buiten Europa zijn de voorbije jaren verscheidene investeringsdossiers in de openbaarheid gekomen waarbij vragen gesteld werden bij de mogelijke risico's van deze investeringen voor de nationale veiligheid van het land.

Om het schaden van de belangen zoals openbare orde en nationale veiligheid door buitenlandse investeringen te voorkomen, hebben verschillende landen een mechanisme dat deze buitenlandse investeringen kan screenen om na te gaan of er al dan niet een risico bestaat voor de openbare orde en nationale veiligheid. Buitenlandse investeringen vallen sinds de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon in 2009 expliciet onder de gemeenschappelijke handelspolitiek van de Europese Unie. Het debat over een Europees kader voor de screening van buitenlandse directe investeringen in de Europese Unie is afgerond. De Europese Commissie heeft in september 2017 een voorstel van een verordening op tafel gelegd⁴. Het Europees Parlement, de Raad en de Commissie hebben hierover een politiek akkoord bereikt. Het voorstel voorziet in een Europees kader voor lidstaten die al over een screeningsmechanisme beschikken of een mechanisme willen invoeren om te waarborgen dat alle mechanismen voldoen aan enkele basisvereisten zoals een beroepsmogelijkheid, non-discriminatie tussen verschillende derde landen en transparantie. Het voorstel voorziet ook in een samenwerkingsmechanisme tussen de lidstaten en de Commissie om informatie uit te wisselen en bezorgdheden onder de aandacht brengen van buitenlandse directe investeringen die een bedreiging vormen voor de veiligheid en openbare orde. Europa zal voornamelijk een coördinerende rol opnemen met genoeg discretionaire bevoegdheid voor de individuele lidstaten om al dan niet een mechanisme toe te passen. De nationale veiligheidsbelangen vallen onder de bevoegdheid van

⁴ Proposition de règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne, septembre 2017.

⁴ Voorstel voor een verordening van het Europees parlement en de Raad tot vaststelling van een kader voor de screening van buitenlandse directe investeringen in de EU, september 2017.

ationale relèvent de la compétence des États membres, si bien qu'aucun État membre n'est dans l'obligation d'instaurer un mécanisme.

Au sein de l'Union européenne, douze États membres, dont nos voisins français et allemand, disposent actuellement d'un mécanisme de filtrage⁵. Certains partenaires commerciaux extérieurs à l'Union européenne, comme les États-Unis, la Russie, la Chine, le Japon et l'Australie, procèdent également à ce type de filtrage.

En France, le décret Valls-Montebourg autorise l'État à exercer un contrôle *ex ante* sur les projets d'acquisition par des investisseurs étrangers d'entreprises françaises actives dans certains secteurs stratégiques⁶. L'application du contrôle concerne uniquement les activités essentielles à la sauvegarde des intérêts de l'État dans le domaine de l'ordre public, de la sécurité publique et de la défense nationale. Ces activités doivent se déployer dans le cadre des secteurs stratégiques énumérés, parmi lesquels les armes et munitions, les jeux de hasard, l'approvisionnement énergétique, la distribution d'eau, les réseaux et services de transport, les réseaux et services de communication électronique et la santé publique. Dès réception du dossier définitif, l'administration dispose d'un délai de deux mois pour communiquer son point de vue. Le ministère peut subordonner l'assentiment à certains engagements de la part de l'investisseur, comme le maintien de l'emploi ou du savoir-faire, ou encore la cession éventuelle de certaines activités. En cas de refus du dossier d'investissement, la décision peut être contestée devant les tribunaux administratifs.

L'Allemagne a mis en place un système par lequel toute acquisition par une entreprise dont le siège est établi hors de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et qui acquiert au moins 25 % des droits de vote dans une entreprise dont le siège se trouve en Allemagne, peut faire l'objet d'une enquête supplémentaire ou "*Prüfung*"⁷. Les autorités vérifient que l'acquisition ne porte pas atteinte à l'ordre public ni à la sécurité de la République fédérale d'Allemagne. Si cette acquisition concerne une infrastructure critique, elle doit être notifiée au BMWi (*Bundesministerium für Wirtschaft und Energie*). Le BMWi peut alors ouvrir d'office une enquête dans les quatre mois qui suivent la publication et, au besoin, réclamer des documents

de lidstaten waardoor er geen verplichting is voor de lidstaat om een mechanisme vast te stellen.

In de Europese Unie hebben twaalf lidstaten waaronder buurlanden als Frankrijk en Duitsland momenteel een screeningsmechanisme⁵. Ook handelspartners buiten de Europese Unie zoals VS, Rusland, China, Japan en Australië doen dergelijke screenings.

In Frankrijk geeft het decreet-Valls-Montebourg aan de staat de machtiging om een *ex-ante* controle uit te oefenen op voorgenomen overnames door buitenlandse investeerders van Franse ondernemingen die tot strategische sectoren behoren⁶. De toepassing van de controle geldt enkel voor activiteiten die essentieel zijn om de belangen van het land te borgen op het gebied van de openbare orde, de openbare veiligheid en nationale verdediging. Deze activiteiten moeten plaatsvinden binnen de opgesomde strategische sectoren waaronder wapens en munitie, kansspelen, energievoorziening, watervoorziening, transportnetwerken en -diensten, elektronische communicatienetwerken- en diensten en volksgezondheid. Vanaf de ontvangst van het definitieve dossier heeft de administratie twee maanden om een standpunt kenbaar te maken. Het ministerie kan de instemming afhankelijk maken van bepaalde verbintenissen voor de investeerder zoals behoud van werkgelegenheid, knowhow of het eventueel afstaan van bepaalde activiteiten. Wanneer het investeringsdossier wordt geweigerd, kan de beslissing worden aangevochten bij de administratieve rechtbanken.

Duitsland heeft een systeem ingericht dat alle overnames van een onderneming met een zetel buiten de EU of *European Free Trade Association* (EFTA) en die ten minste 25 procent van de stemrechten verwerven in een bedrijf met een zetel in Duitsland kunnen onderworpen worden aan een bijkomend onderzoek of "*Prüfung*"⁷. Er wordt nagegaan of de overname de openbare orde of veiligheid van de Bondsrepubliek Duitsland in gevaar brengt. Wanneer deze overname plaatsvindt in een kritieke infrastructuur, moet dit aan de BMWi (*Bundesministerium für Wirtschaft und Energie*) worden gemeld. De BMWi kan dan binnen drie maanden na de bekendmaking ambtshalve een onderzoek starten en indien nodig bijkomende documenten opvragen. Binnen

⁵ Il s'agit du Portugal, de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Autriche, du Danemark, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Lituanie, de la Lettonie et de la Finlande.

⁶ Décret relatif aux investissements étrangers soumis à autorisation préalable.

⁷ *Außenwirtschaftsverordnung* du 2 août 2013 (*Bundesgesetzblatt* I, 2865), modifié en dernier lieu par l'article 1^{er} du règlement du 13 décembre 2017 (*Bundesanzeiger* 20 décembre 2017, V1).

⁵ Deze lidstaten zijn Portugal, Spanje, Frankrijk, VK, Italië, Oostenrijk, Denemarken, Duitsland, Polen, Litouwen, Letland en Finland.

⁶ Décret relatif aux investissements étrangers soumis à autorisation préalable.

⁷ *Außenwirtschaftsverordnung* van 2 augustus 2013 (*Bundesgesetzblatt* I, 2865), laatstelijk gewijzigd door artikel 1 van de *Verordnung* van 13 december 2017 (*Bundesanzeiger* 20 december 2017, V1).

supplémentaires. Dans les quatre mois de la réception de tous les documents, l'interdiction de l'acquisition peut être décidée. Durant l'enquête, l'acquisition est toutefois soumise à la condition résolutoire d'une interdiction. Une entreprise peut également obtenir la sécurité juridique à un stade précoce en demandant par écrit un certificat d'approbation, afin que l'acquéreur ne doive pas attendre l'initiative du BMWi. Si le BMWi n'ouvre pas d'enquête dans les deux mois de la demande écrite, le certificat est réputé accordé. Si, en revanche, le BMWi ouvre une enquête, c'est la procédure ordinaire qui s'applique. Il existe également une procédure distincte pour les entreprises actives dans des secteurs très sensibles sur le plan de la sécurité, comme les fabricants d'armes de guerre et d'autres technologies militaires majeures. Toutes les acquisitions par des investisseurs étrangers d'au moins 25 % des droits de vote dans les entreprises sont soumises à une obligation de notification.

Selon un article publié le 26 juillet 2018 dans le magazine *Wirtschaftswoche*, le gouvernement allemand aurait, pour la première fois, opposé son veto au rachat du fabricant Westphalien Leifeld par une entreprise chinoise.

Aux Pays-Bas, une proposition de loi portant sur les prises de contrôle non souhaitables dans les télécommunications a été déposée. Cette proposition prévoit d'habiliter le gouvernement à interdire la détention ou l'acquisition d'un contrôle important dans un opérateur de télécommunications, notamment lorsque ce contrôle conduirait à influencer le secteur néerlandais des télécommunications et, partant, à mettre en péril la sécurité nationale ou l'ordre public. L'obligation de déclaration oblige toute partie qui projette de racheter une entreprise de télécommunications néerlandaise, et acquiert ainsi une influence pertinente dans le secteur des télécommunications, à en informer préalablement le ministère néerlandais des Affaires économiques et du Climat.

Notre pays ne dispose pas de mécanisme de filtrage pour les acquisitions d'entreprises dans des secteurs stratégiques. La Flandre a toutefois posé un premier pas dans cette voie par l'adaptation du décret de gouvernance du 7 décembre 2018. Ce décret permet au gouvernement flamand d'annuler un acte juridique, ou de le déclarer inapplicable, lorsqu'une société étrangère acquiert un contrôle ou un pouvoir décisionnel dans une instance publique flamande, menaçant du même coup les intérêts stratégiques de la Communauté ou de la Région flamande. Cette réglementation se limite toutefois à un examen *ex-post* et aux instances publiques flamandes.

Les entreprises devraient également pouvoir mettre sur pied leurs propres mécanismes pour se protéger contre tout contrôle non souhaitable en cas de rachat. Ainsi, le Code des sociétés et des associations, instauré

vier maanden na ontvangst van alle documenten kan een beslissing worden genomen en kan de overname worden verboden. Tijdens het onderzoek is de overname echter onderworpen aan de ontbindende voorwaarde van een verbod. Een onderneming kan ook in een vroeg stadium rechtszekerheid krijgen, door schriftelijk een goedkeuringscertificaat aan te vragen zodat de overnemer niet het initiatief van BMWi moet afwachten. Wanneer de BMWi geen onderzoek opent binnen twee maanden na het schriftelijk verzoek, wordt het certificaat geacht te zijn verleend. Wanneer de BMWi wel een onderzoek opent, geldt de gewone procedure. Er bestaat ook een aparte procedure voor bedrijven die actief zijn in zeer veiligheidsgevoelige sectoren zoals fabrikanten van oorlogswapens en andere belangrijke militaire technologieën. Alle overnames door buitenlandse investeerders van ten minste 25 procent van de stemrechten in die bedrijven worden onderworpen aan een meldingsplicht.

Volgens de berichtgeving door tijdschrift *Wirtschaftswoche* op 26 juli 2018 zou de Duitse regering voor de eerste keer haar veto stellen tegen een Chinese overname van fabrikant Westphalien Leifeld.

In Nederland is momenteel een wetsvoorstel hangende over ongewenste zeggenschap in de telecommunicatie. Het voorstel bepaalt dat de overheid de bevoegdheid krijgt om het houden of verkrijgen van een overwegende zeggenschap in een telecommunicatiepartij te verbieden. Dit kan indien deze zeggenschap zou leiden tot invloed in de Nederlandse telecommunicatiesector en hierdoor de nationale veiligheid of openbare orde in gevaar kan komen. Door een meldplicht is een partij die van plan is een Nederlands telecommunicatiebedrijf over te nemen en daardoor relevante invloed verkrijgt in de telecommunicatiesector verplicht dit voorafgaand aan de overname te melden bij het ministerie van Economische Zaken en Klimaat.

Ons land heeft geen screeningsmechanisme voor overnames van bedrijven in strategische sectoren. In Vlaanderen werd wel al een eerste stap gezet met het bestuursdecreet van 7 december 2018. Dit decreet voorziet in de mogelijkheid voor de Vlaamse regering om een rechtshandeling nietig te verklaren of buiten toepassing te verklaren in het geval dat een buitenlandse bedrijf zeggenschap of beslissingsmacht krijgt in een Vlaamse overheidsinstantie en daardoor de strategische belangen van de Vlaamse Gemeenschap of Gewest bedreigd worden. Deze regelgeving is echter beperkt tot een *ex-post* onderzoek en tot Vlaamse overheidsinstanties.

Bedrijven zouden zelf ook mechanismen moeten kunnen opzetten om zich te beschermen tegen ongewenste zeggenschap bij een overname. Zo maakt het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van 23 maart

le 23 mars 2019, permet de prévoir, dans les statuts de la société anonyme (SA) cotée, un droit de vote double pour les actionnaires fidèles, tandis que dans la SA non cotée et dans la société à responsabilité limitée (SRL), le droit de vote multiple est autorisé.

Nous souhaitons qu'à l'instar de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni notamment, notre pays puisse disposer d'un mécanisme de filtrage. Il est important de préserver l'équilibre entre, d'une part, l'ouverture et la mise à disposition d'un climat d'investissement attractif et, d'autre part, la protection de notre propre ordre public et sécurité nationale. La résolution demande dès lors que l'on tende vers cet équilibre et que le blocage d'un investissement ne soit envisagé qu'en dernier recours. Il s'agit en effet d'éviter d'évoluer vers le protectionnisme sous le prétexte de la sécurité nationale.

Aussi la résolution demande-t-elle qu'en accord avec les entités fédérées, le gouvernement crée un cadre législatif afin de déterminer si un contrôle important d'un investisseur d'un pays tiers dans un secteur stratégique dans notre pays peut ou non présenter un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public. Il s'agit d'investissements réalisés par un investisseur provenant d'un État hors UE qui souhaite acquérir un contrôle important de manière directe ou indirecte (via une entreprise européenne).

La plupart des pays disposant d'un mécanisme de filtrage prévoient une obligation de notification pour les investisseurs étrangers qui sont alors tenus de notifier leurs projets d'investissement⁸. S'il est postérieur à la reprise, le filtrage peut en effet générer une insécurité juridique pour l'investisseur qui a déjà procédé à des investissements. Une décision de blocage peut dès lors engendrer des coûts importants pour l'investisseur. La résolution demande au gouvernement de prévoir une telle obligation de notification de façon à permettre un filtrage *ex ante*. Cette notification n'est obligatoire que pour l'investisseur d'un pays tiers, hors UE, qui souhaite acquérir, de manière directe ou indirecte, un contrôle important dans un secteur stratégique dans notre pays. Il y a également lieu de prendre en compte les "investissements dits européens", des investisseurs provenant d'États hors UE commençant par acquérir une participation dans une entreprise européenne afin de pénétrer ainsi dans un autre État membre, par exemple, en Belgique. Un contrôle peut être important lorsqu'un investisseur souhaite acquérir un certain pourcentage des droits de vote (par exemple, 15 % ou 25 %). Le gouvernement devra aussi déterminer les secteurs pouvant être désignés comme stratégiques.

⁸ C. DU BOIS, 2018, *een economisch veiligheidsbeleid: een evenwichtsoefening tussen openheid en veiligheid*.

2019 het mogelijk om in een genoteerde naamloze vennootschap (NV) statutair ten hoogste dubbel stemrecht toe te kennen aan trouwe aandeelhouders, terwijl in de niet-genoteerde NV en in de besloten vennootschap (BV) het meervoudig stemrecht mogelijk wordt.

Wij willen dat in navolging van onder meer Frankrijk, Duitsland en het Verenigd Koninkrijk ook ons land kan beschikken over een screeningmechanisme. Het is belangrijk dat er een evenwicht wordt bewaard tussen enerzijds openheid en het bieden van een aantrekkelijk investeringsklimaat en anderzijds de bescherming van onze eigen openbare orde en nationale veiligheid. De resolutie wil dan ook dat naar dit evenwicht wordt gestreefd en dat een blokkering van een investering pas in laatste instantie wordt genomen. Er moet immers vermeden worden dat we, onder het mom van nationale veiligheid, evolueren naar protectionisme.

Deze resolutie vraagt dan ook dat de regering, in overleg met de deelstaten, een wetgevend kader zal invoeren om na te gaan of een wezenlijke zeggenschap door een investeerder uit een derde land in een strategische sector in ons land al dan niet een gevaar kan betekenen voor de nationale veiligheid of openbare orde. Het gaat om investeringen van een investeerder afkomstig uit een niet-EU-land die op een directe manier of indirecte manier (via een Europese onderneming) een wezenlijke zeggenschap wil verkrijgen.

De meeste landen met een screeningsmechanisme beschikken over een meldingsplicht voor de buitenlandse investeerders die dan de plicht hebben om hun investeringsplannen te melden⁸. Een screening na de overname kan immers zorgen voor rechtsonzekerheid voor de investeerder die al investeringen heeft gedaan. Een beslissing tot blokkering kan dan ook grote kosten teweegbrengen voor de investeerder. De resolutie vraagt aan de regering om te voorzien in een dergelijke aanmeldingsplicht zodat een *ex-antescreeening* mogelijk zal worden. Deze aanmelding hoeft enkel te gebeuren wanneer het gaat om een investeerder uit een derde land, buiten de EU, die direct of indirect, een wezenlijke zeggenschap wil verwerven in een strategische sector in ons land. Ook moet er rekening worden gehouden met de zogenaamde "schijn-EU"-investeringen waarbij investeerders uit niet-EU landen zich eerst inkopen in een EU-bedrijf om zo in een andere Europese lidstaat, bijvoorbeeld België, binnen te dringen. Een wezenlijke zeggenschap kan zijn wanneer de investeerder een bepaald percentage van de stemrechten wil verwerven (bijvoorbeeld 15 % of 25 %). De regering zal dan ook moeten bepalen welke sectoren als strategische sector kunnen worden aangewezen.

⁸ C. DU BOIS, 2018, *een economisch veiligheidsbeleid: een evenwichtsoefening tussen openheid en veiligheid*.

Après l'enregistrement, un filtrage devra être effectué par un organisme pouvant éventuellement demander des avis, par exemple, selon le dossier, à la Sûreté de l'État, au Service général du renseignement et de la sécurité, au Centre pour la cybersécurité Belgique, aux services publics compétents, aux régulateurs sectoriels et aux autorités de surveillance des secteurs stratégiques. Il est indispensable que ces organes disposent de suffisamment de moyens afin qu'ils soient en mesure de réaliser rapidement des filtrages approfondis.

La présente résolution vise également à ce que la procédure de screening ne s'éternise pas, et à ce que l'investisseur ne soit pas longuement laissé dans l'incertitude. C'est pourquoi elle prévoit un délai maximum entre la notification, la réception du dossier complet et la décision finale. Dès lors, il sera d'abord vérifié si des indications laissent penser qu'un risque existe ou non, et le délai pourra être court si rien n'indique qu'il pourrait exister un risque pour la sécurité nationale ou l'ordre public. Le délai pourra également être prorogé si l'examen doit être approfondi.

La présente résolution demande également que le(s) ministre(s) compétent(s) puisse(nt) décider, après avis motivé de l'organisme de filtrage, d'approuver ou de refuser le contrôle important, éventuellement sous certaines conditions, si la sécurité nationale ou l'ordre public risquent d'être menacés. Ce blocage ne pourra toutefois avoir lieu qu'en dernier recours. Le cadre législatif devra également prévoir une procédure de recours contre cette décision.

Enfin, la résolution prévoit qu'un contrôle *ex post* pourra avoir lieu si aucune notification n'a été effectuée et si la participation de l'investisseur peut compromettre la sécurité nationale ou l'ordre public. Toutefois, il conviendra de fixer le délai maximal durant lequel il sera permis de revenir sur une participation déjà réalisée.

Na de aanmelding moet er een screening gebeuren door een instantie waarbij er al dan niet gewerkt kan worden met het opvragen van adviezen bij bijvoorbeeld, afhankelijk van het dossier, de Veiligheid van de Staat, Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid, Centrum voor Cybersecurity België, bevoegde overheidsdiensten, sectorregulators en toezichthouders die toezien op de strategische sector. Er moet in voldoende middelen worden voorzien voor de instantie(s) zodat een grondige en snelle screening mogelijk wordt.

De resolutie wil ook dat de screeningsprocedure niet eindeloos duurt en de investeerder niet lange tijd in onzekerheid wordt gehouden. Daarom moet er voorzien worden in een maximumtermijn tussen de aanmelding, bij ontvangst van het volledig dossier en de eindbeslissing. Zo kan er eerst worden nagegaan of er aanwijzingen zijn dat er een risico is of niet. De termijn kan kort zijn wanneer er geen enkele aanwijzing is dat er een gevaar kan zijn voor de nationale veiligheid of openbare orde. De termijn kan ook verlengd worden wanneer er verder onderzoek moet gebeuren.

De resolutie vraagt ook dat de bevoegde minister(s), na een gemotiveerd advies van de screeningsinstantie, een beslissing kan/kunnen nemen om, al dan niet onder bepaalde na te komen voorwaarden, de wezenlijke zeggenschap goed te keuren of af te keuren indien de nationale veiligheid of openbare orde in gevaar kan komen. Deze blokkering kan enkel in laatste instantie worden genomen. Het wetgevend kader moet ook voorzien in een beroepsprocedure tegen deze beslissing.

Ten slotte bepaalt de resolutie dat er een *ex-post*-screening kan komen indien er geen aanmelding werd gedaan en de participatie door de investeerder tot gevolg heeft dat de nationale veiligheid of openbare orde in gevaar kan komen. Er moet wel een termijn worden bepaald tot hoelang men kan teruggaan op een al gerealiseerde participatie.

Leen DIERICK (CD&V)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. constatant que la Belgique est une économie très ouverte;

B. constatant que les investissements directs étrangers constituent une source importante de croissance économique;

C. soulignant qu'il convient d'être vigilant à l'égard des investissements de pays tiers pouvant porter atteinte à nos intérêts fondamentaux, tels que l'ordre public et la sécurité nationale;

D. soulignant qu'il importe de préserver un équilibre entre, d'une part, l'ouverture et la mise en place d'un climat d'investissement attrayant et, d'autre part, la protection de la sécurité nationale et de l'ordre public;

E. vu la proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne;

F. constatant que douze États membres de l'Union européenne disposent d'un mécanisme de filtrage;

G. soulignant que la plupart des pays dotés d'un mécanisme de filtrage imposent une obligation de signalement aux investisseurs étrangers, investisseurs qui doivent dès lors communiquer leurs projets d'investissements;

H. constatant que la Belgique est dépourvue de mécanisme de filtrage;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de mettre en place, en concertation avec les entités fédérées, un cadre législatif permettant de déterminer, à partir d'un filtrage *ex ante* des investissements, si l'intention d'un investisseur, au sens large, issu d'un pays tiers extérieur à l'Union européenne, d'acquérir un contrôle important, directement ou indirectement, dans un secteur stratégique, risque ou non de menacer la sécurité nationale ou l'ordre public;

2. de prévoir une obligation de notification pour les investisseurs des pays tiers extérieurs à l'Union européenne qui souhaitent acquérir, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une entreprise européenne, un contrôle important (par exemple un certain pourcentage des droits de vote) dans un secteur stratégique;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. stelt vast dat België een zeer open economie is;

B. stelt vast dat buitenlandse directe investeringen een belangrijke bron zijn voor economische groei;

C. wijst erop dat we waakzaam moeten zijn voor investeringen uit derde landen die onze fundamentele belangen zoals openbare orde en nationale veiligheid kunnen schaden;

D. wijst erop dat het belangrijk is dat er een evenwicht wordt bewaard tussen enerzijds openheid en het bieden van een aantrekkelijk investeringsklimaat en anderzijds de bescherming van onze nationale veiligheid en openbare orde;

E. gelet op het voorstel van 13 september 2017 voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een kader voor de screening van buitenlandse directe investeringen in de Europese Unie;

F. stelt vast dat twaalf lidstaten in de Europese Unie een screeningsmechanisme hebben;

G. wijst erop dat de meeste landen met een screeningsmechanisme over een meldingsplicht beschikken voor buitenlandse investeerders die dan de plicht hebben om hun investeringsplannen te melden;

H. stelt vast dat België geen screeningsmechanisme heeft;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. om, in overleg met de deelstaten, een wetgevend kader in te voeren, dat door een *ex-antescreening* van investeringen kan nagaan of er al dan niet een gevaar kan zijn voor de nationale veiligheid of openbare orde wanneer een investeerder in brede zin, afkomstig uit een derde land buiten de EU, direct of indirect een wezenlijke zeggenschap in een strategische sector wil verkrijgen;

2. om te voorzien in een aanmeldingsplicht voor een investeerder uit een derde land buiten de EU die direct, of indirect via een Europese onderneming, een wezenlijke zeggenschap (bijvoorbeeld een bepaald percentage van de stemrechten) wil verwerven in een strategische sector;

3. de confier le filtrage à un organe pouvant en consulter d'autres et de prévoir suffisamment de moyens à cet effet afin de rendre possible un filtrage approfondi et rapide;

4. de tenir compte, dans le cadre de ce filtrage, des avis de la Sûreté de l'État, du Service général du renseignement et de la sécurité, du Centre pour la cybersécurité Belgique, des autorités publiques compétentes, des régulateurs sectoriels et des autorités de surveillance du secteur stratégique visé;

5. de fixer, dans le cadre législatif précité, un délai maximum entre la réception du dossier complet de la notification et la décision finale, ce délai pouvant être court si rien n'indique qu'il pourrait exister un risque pour la sécurité nationale ou l'ordre public, ou être prorogé si l'examen de cette question doit être approfondi;

6. de disposer que le(s) ministre(s) compétent(s) pourra (pourront), après avis motivé de l'organisme de filtrage, approuver ou refuser le contrôle important, éventuellement sous certaines conditions, si la sécurité nationale ou l'ordre public risquent d'être menacés;

7. de prévoir une procédure de recours dans le cadre législatif précité;

8. de prévoir la possibilité d'un filtrage *ex post* si aucune notification n'a été effectuée et si la sécurité nationale ou l'ordre public risquent d'être menacés, étant entendu qu'il conviendra de fixer le délai maximal durant lequel il sera permis de revenir sur une participation déjà réalisée;

9. de prévoir une sanction applicable en cas de non-respect des dispositions du cadre législatif;

10. de faire annuellement rapport à ce sujet à la Chambre des représentants.

10 septembre 2019

3. de screening toe te wijzen aan één instantie die andere instanties kan raadplegen en hierbij in voldoende middelen voorzien zodat een grondige en snelle screening mogelijk wordt;

4. bij de screening rekening te houden met de adviezen van Veiligheid van de Staat, Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid, Centrum voor Cybersecurity België bevoegde overheidsdiensten, sectorregulators en toezichthouders die toezien op de strategische sector;

5. om in het wetgevend kader een maximumtermijn te bepalen tussen de ontvangst van het volledig dossier bij aanmelding en de eindbeslissing waarbij de termijn kort kan zijn wanneer er geen enkele aanwijzing is dat er een gevaar kan zijn voor de nationale veiligheid of openbare orde en waarbij de termijn verlengd kan worden wanneer er verder onderzoek moet gebeuren;

6. te bepalen dat de bevoegde minister(s), na een gemotiveerd advies van de instantie die de screening heeft gedaan, de wezenlijke zeggenschap, al dan niet onder bepaalde na te komen voorwaarden, kan/kunnen goedkeuren of de wezenlijke zeggenschap kan/kunnen afkeuren indien deze tot gevolg kan hebben dat de nationale veiligheid of openbare orde in gevaar komt;

7. te voorzien in het wetgevend kader van een beroepsprocedure;

8. te zorgen voor de mogelijkheid van een ex-post-screening indien er geen aanmelding werd gedaan en de nationale veiligheid of openbare orde in gevaar kan komen. Er moet een termijn worden bepaald tot hoelang men kan teruggaan op een gerealiseerde participatie;

9. een sanctie op te leggen wanneer de bepalingen van het wetgevend kader niet worden nageleefd;

10. hierover jaarlijks aan de Kamer van volksvertegenwoordigers te rapporteren.

10 september 2019

Leen DIERICK (CD&V)